

Document: EB 2013/109/INF.3
Date: 6 August 2013
Distribution: Public
Original: English

E



Enabling poor rural people
to overcome poverty

Debt rescheduling Agreement between IFAD and the Republic of Mali

Note to Executive Board representatives

Focal points:

Technical questions:

Philippe Rémy
Country Programme Manager
Tel.: +39 06 5459 2629
e-mail: p.remy@ifad.org

Dispatch of documentation:

Deirdre McGrenra
Head, Governing Bodies Office
Tel.: +39 06 5459 2374
e-mail: gb_office@ifad.org

Executive Board — 109th Session
Rome, 17-19 September 2013

For: Information

Debt rescheduling Agreement between IFAD and the Republic of Mali

1. At its 108th session, held in April 2013, the Executive Board approved the debt settlement proposal concerning the arrears of the Republic of Mali in respect of outstanding loans from IFAD and authorized the President to negotiate and sign the debt settlement agreement in accordance with the terms and conditions contained in paragraph 15 of EB 2013/108/R.27.
2. The debt rescheduling agreement between IFAD and the Republic of Mali was signed on 29 May. A scanned copy of the signed agreement is herewith attached for information.

ACCORD DE RÈGLEMENT DE LA DETTE

entre la

REPUBLIQUE DU MALI

et le

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Signé à Rome, Italie et Bamako, Mali

ACCORD DE RÉGLEMENT DE LA DETTE

ATTENDU que la République du Mali (le Mali) est un État Membre du Fonds international de développement agricole (FIDA) en ce qu'il a ratifié l'Accord portant création du FIDA, le 30 septembre 1977;

ATTENDU que le portefeuille des prêts accordés par le FIDA au Mali est constitué de 12 prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, assortis d'une commission de service de 0,75% ou de 1%, dont aucun d'entre eux n'est encore parvenu à son terme;

ATTENDU que suite aux événements politiques survenus en mars 2012, le Mali n'a pas honoré les échéances des prêts contractés auprès du FIDA dans les délais consentis et qu'une mesure de suspension des décaissements a pris effet à compter du 17 janvier 2013;

ATTENDU que le Mali a sollicité que les arriérés au titre de sa dette auprès du FIDA soit rééchelonnés;

ATTENDU que le Conseil d'administration du FIDA (le Conseil d'administration) a approuvé le 11 avril 2013 la proposition de règlement de la dette concernant les arriérés du Mali relatifs aux prêts du FIDA en cours et a autorisé le Président du FIDA à négocier et signer l'Accord de règlement de la dette (l'Accord) conformément aux modalités et conditions approuvées;

EN CONSEQUENCE DE QUOI, le Mali et le FIDA conviennent de ce qui suit:

ARTICLE 1

Le montant de la dette rééchelonnée dans le cadre du présent Accord, correspondra à la compensation sur la base de la valeur actuelle nette et comprendra, pour tous les prêts en cours de remboursement, le recouvrement intégral du principal et des commissions de service jusqu'à la date d'approbation de la proposition de règlement de la dette par le Conseil d'administration (le tableau des prêts concernés et celui du plan indicatif de règlement des arriérés sont joints en annexe 1 et 2 respectivement).

ARTICLE 2

Le présent Accord, à la date d'approbation du Conseil d'administration, porte sur approximativement un million cent soixante-cinq mille droits de tirage spéciaux (1 165 000 DTS), équivalent à un million trois cent quarante mille euros (1 340 000 EUR) au taux de change EUR/DTS en vigueur au 11 avril 2013.

ARTICLE 3

Le rééchelonnement de la dette se fera sur une période de cinq ans incluant un différé d'amortissement de deux ans. Le montant de la dette à rééchelonner couvre uniquement le montant dû à la date d'approbation du Conseil d'administration et ne comprend aucun remboursement concernant les échéances futures des prêts en cours.

ARTICLE 4

Le Mali effectuera un versement initial de 50 000 EUR au plus tard le 30 juin 2013. Les paiements successifs seront effectués sur une base semestrielle à compter du 1^{er} juillet 2015.

La valeur actuelle nette des arriérés rééchelonnés sera préservée grâce à l'application d'un taux d'actualisation fixe, qui sera fondé sur les cours acheteurs comptants composites des DTS, en moyenne pondérée, dérivés des courbes concernées des taux des quatre devises formant le DTS. Ce taux d'actualisation sera fixé par le FIDA à la date du versement ou bien à la date de signature du présent Accord et sera notifié par le FIDA au Mali avec le plan définitif de règlement des arriérés correspondant.

ARTICLE 6

Les montants à régler au titre de la dette devront être équivalents à la valeur en DTS de l'Euro. Tout risque de change dérivant de la variation du taux de change entre le droit de tirage spécial et l'euro sera à la charge du Mali. Aux fins du présent Accord, le taux de change sera calculé conformément à la méthode stipulée à l'article 5, section 2, paragraphe b) de l'Accord portant création du FIDA.

ARTICLE 7

Le FIDA notifiera au Mali les détails du compte bancaire sur lequel les versements devront être déposés et suivant quelle procédure.

ARTICLE 8

À compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, les droits du Mali de solliciter des retraits, eu égard aux prêts en cours, seront rétablis. Dans l'hypothèse où le Mali ne s'acquitterait pas de l'une des obligations mises à sa charge en application du présent Accord, le FIDA déclarera, à l'expiration d'un délai de 30 jours, tout montant dû immédiatement (exigibilité anticipée) et l'Accord sera nul et non avenu.

ARTICLE 9

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de signature par les deux Parties et le restera pour une durée de cinq ans, à moins qu'il ne soit annulé pour non-respect desdites obligations, conformément à l'article 8 du présent Accord.

ARTICLE 10

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend qui pourrait survenir entre elles. Dans le cas contraire, le différend sera soumis à un arbitrage conformément à la procédure établie à la section 14.04 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole en date du 29 avril 2009 et leurs éventuelles modifications postérieures.

ARTICLE 11

Le présent Accord sera régi par les normes et principes du droit international, en particulier ceux applicables aux traités et autres accords entre États et organisations internationales.

ARTICLE 12

Il appartiendra au FIDA de procéder à l'enregistrement du présent Accord auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 13

Les autres termes et conditions de l'ensemble des accords de financement conclus entre le Mali et le FIDA demeurent inchangés et en vigueur.

ARTICLE 14

Aux fins de l'échange de communications entre les Parties, chacune d'elles notifiera officiellement, après la signature du présent Accord, ses coordonnées respectives.

Les personnes indiquées ci-après sont désignées comme représentants autorisés:

Pour le Mali:

Ministre de l'économie, des finances et du budget
de la République du Mali
Ministère de l'économie, des finances et du budget
B.P. 234
Hamdallaye ACI 2000
Bamako, Mali

Numéros de téléphone: (+223) 20222935/20224658/20225858

Numéros de télécopie: (+223) 20220793/20221914

Pour le FIDA:

Président
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie

En foi de quoi, les Parties, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants autorisés, ont signé le présent Accord en deux exemplaires originaux en langue française aux dates indiquées ci-dessous:

REPUBLIQUE DU MALI



Tiéna Coulibaly
Ministre de l'économie, des finances et
du budget de la République du Mali



Date:

12 9 MAY 2013

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



Kanayo F. Nwanzé
Président

Date: 17 mai 2013

ANNEXE 1

N° du Prêt	Nom du Projet/Programme	Date de signature
103-ML	Projet de fonds de développement villageois	22 novembre 1982
133-ML	Mali Sud II Rural Development Project	21 octobre 1983
SRS-004-ML	Projet de développement en Zone Lacustre	12 juin 1987
SRS-014-ML	Programme de sécurité alimentaire et des revenus dans la zone de Kidal au Mali	27 janvier 1989
278-ML	Programme de fonds de développement villageois – Phase II	8 mars 1991
367-ML	Programme de diversification des revenus en zone non cotonnière Mali-Sud	7 novembre 1995
409-ML	Projet de Développement dans la Zone Lacustre – Phase II	20 juin 1996
488-ML	Programme Fonds de développement en zone sahélienne (FODESA)	19 février 1999
657-ML	Programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali – PIDRN	24 mai 2005
704-ML	Programme intégré de développement rural de la région de Kidal – PIDRK	16 février 2007
776-ML	Programme de microfinance rurale – PMR	20 novembre 2009
813-ML	Projet d'accroissement de la productivité agricole au Mali (PAPAM)	14 février 2011

PLAN INDICATIF DE RÈGLEMENT DES ARRIÉRÉS

Remboursement (années)	5	
Différé d'amortissement (années)	2	
Montant du règlement	1 164 533	
Acompte (DTS)	43 512	(Équivalent de 50 000 EUR)
Taux d'actualisation indicatif	0,56%	
Année	Semestre	Montant (DTS)
2013	1	43 512
2013	2	
2014	1	
2014	2	
2015	1	188 685
2015	2	188 685
2016	1	188 685
2016	2	188 685
2017	1	188 685
2017	2	188 685
2018	1	-
2018	2	-
2019	1	-
2019	2	-
Total des remboursements		1 175 623

DEBT RESCHEDULING AGREEMENT

between the

Republic of Mali

and the

INTERNATION FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Signed in Rome, Italy and Bamako, Mali

DEBT RESCHEDULING AGREEMENT

WHEREAS the Republic of Mali (Mali) is a Member State of the International Fund for Agricultural Development (IFAD), having ratified the Agreement Establishing IFAD on 30 September 1977; and

WHEREAS the total portfolio of IFAD loans to Mali comprises 12 loans on highly concessional terms, accruing a service charge of 0.75 per cent and 1.0 per cent, none of which have reached final maturity; and

WHEREAS following the political events that occurred in March 2012 Mali failed to make payments to IFAD as they fell due and the Mali portfolio was placed under suspension on 17 January 2013; and

WHEREAS Mali has requested that the arrears on its debt to IFAD be rescheduled; and

WHEREAS the Executive Board of IFAD (the Executive Board), on 11 April 2013, approved the debt settlement proposal concerning the arrears of the Republic of Mali in respect of outstanding loans from IFAD and authorized the President of IFAD to negotiate and sign the debt settlement agreement (the Agreement) in accordance with the terms and conditions approved;

NOW THEREFORE, Mali and IFAD hereby agree as follows:

ARTICLE 1

The amount of debt to be rescheduled as part of this Agreement is the net present value for compensation and will comprise, for all current repaying loans, full recovery of the outstanding principal and service charge up to the date of approval by the Executive Board of the debt settlement proposal (the table of loans concerned and indicative arrears settlement plan are attached as annexes 1 and 2, respectively).

ARTICLE 2

This Agreement, as at the date of Executive Board approval, is for approximately one million one hundred sixty-five thousand special drawing rights (SDR 1,165,000), equivalent to one million three hundred forty thousand euros (EUR 1,340,000) at the EUR/SDR exchange rate as at 11 April 2013.

ARTICLE 3

Repayment of the arrears will be scheduled over a five-year period including a two-year grace period. The amount of debt to be rescheduled includes only the amount due on the date of approval by the Executive Board, and does not include any future repayments falling due in respect of current loans.

ARTICLE 4

Mali will make an initial down payment of EUR 50,000 not later than 30 June 2013. Successive payments will be made on a semi-annual basis commencing on 1 July 2015.

ARTICLE 5

The net present value of the rescheduled debt will be preserved by applying a fixed discount rate, which will be based on the composite weighted-average SDR spot rates of the appropriate yield curves of the four SDR currencies. This discount rate will be set by

IFAD either on the date on which the down payment is made or on the date on which the Agreement is signed, and will be communicated by IFAD to Mali together with the final settlement plan for the relevant arrears.

ARTICLE 6

The amounts to be paid in respect of the debt shall be equivalent to the euro SDR value. Any foreign exchange risk arising from variations in the exchange rate between special drawing rights and the euro will accrue to Mali. For the purposes of this Agreement, the exchange rate will be calculated in accordance with the method stipulated in article 5, section 2, paragraph (b), of the Agreement Establishing IFAD.

ARTICLE 7

IFAD will notify Mali of the details of the bank account and procedure whereby the payments are to be deposited.

ARTICLE 8

As of the effective date of this Agreement, Mali's right to request withdrawals in respect of current loans will be restored. In the event that Mali does not honour its obligations under this Agreement, IFAD will, after 30 days have elapsed, declare that any outstanding amount is due effective immediately (early enforceability) and that the Agreement is null and void.

ARTICLE 9

This Agreement will be effective on the date of signing by both Parties and will remain in effect for a period of five years, unless it is terminated as a result of a failure to honour the said obligations pursuant to article 8 hereof.

ARTICLE 10

The Parties will endeavour to arrive at an amicable settlement on any dispute that may arise between them. Otherwise, the dispute will be submitted to arbitration in accordance with the procedure set forth in section 14.04 of the General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 and any subsequent amendments.

ARTICLE 11

This Agreement shall be governed by the norms and principles of international law, in particular those applicable to treaties and other agreements between States and international organizations.

ARTICLE 12

It shall be incumbent upon IFAD to register this Agreement with the Secretariat of the United Nations Organization, in accordance with article 102 of the Charter of the United Nations.

ARTICLE 13

The remaining terms and conditions of all financing agreements concluded between Mali and IFAD remain unchanged and in effect.

ARTICLE 14

For purposes of the exchange of communications between the Parties, each of them shall provide official notice of their respective coordinates upon signature of this Agreement.

The persons indicated hereinafter are designated as authorized representatives:

For Mali:

Minister of Economy, Finance and Budget of the Republic of Mali
Ministry of Economy, Finance and Budget
B.P. 234
Hamdallaye ACI 2000
Bamako, Mali

Tel.: (+223) 20222935/20224658/20225858
Fax: (+223) 20220793/20221914

For IFAD:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

In witness whereof, the Parties, acting through their authorized representatives, have signed this Agreement in two original counterparts in the French language on the dates indicated below:

[stamp – Office of the Minister, Ministry of Economy, Finance and Budget]

Republic of Mali

/s/
Tiéna Coulibaly
Minister of Economy, Finance and Budget of the Republic of Mali
Date: 29 May 2013

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

/s/
Kanayo F. Nwanze
President
Date: 17 May 2013

ANNEX 1

Loan No.	Project/Programme	Signing date
103-ML	Village Development Fund Project	22 November 1982
133-ML	Mali Sud II Rural Development Project	21 October 1983
SRS-004-ML	Development Project in the Zone Lacustre	12 June 1987
SRS-014-ML	Kidal Food and Income Security Programme	27 January 1989
278-ML	Village Development Fund Programme – Phase II	8 March 1991
367-ML	Income Diversification Programme in the Mali Sud Area	7 November 1995
409-ML	Development Project in the Zone Lacustre – Phase II	20 June 1996
488-ML	Sahelian Areas Development Fund Programme (FODESA)	19 February 1999
657-ML	Northern Regions Investment and Rural Development Programme (PIDRN)	24 May 2005
704-ML	Kidal Integrated Rural Development Programme (PIDRK)	16 February 2007
776-ML	Rural Microfinance Programme (PMR)	20 November 2009
813-ML	Fostering Agricultural Productivity Project (PAPAM)	14 February 2011

ANNEX 2INDICATIVE ARREARS SETTLEMENT PLAN

Repayment (years)	5	
Grace period (years)	2	
Settlement amount	1 164 533	
Down payment (SDR)	43 512	(EUR 50 000 equivalent)
Indicative discount rate	0.56%	
Year	Semester	Amount (SDR)
2013	1	43 512
2013	2	
2014	1	
2014	2	
2015	1	188 685
2015	2	188 685
2016	1	188 685
2016	2	188 685
2017	1	188 685
2017	2	188 685
2018	1	-
2018	2	-
2019	1	-
2019	2	-
Total repayments		1 175 623